

L'Utopie de Thomas More et le Mémoire du curé Meslier

Du communisme utopique au communisme révolutionnaire

Serge Deruette

(Université de Mons – UMONS)

Lorsque, en plein cœur du XIX^e siècle industriel, avec Friedrich Engels et Karl Marx, que le communisme devient une conception politique moderne, rationnelle, scientifique, il a déjà une longue histoire, balisée d'expériences de partage en commun du travail et des richesses.

La première à être recensée est celles des esclaves soulevés sous Spartacus. Avec les paysans sans terres qui les rejoignent, ils s'organisent en une société qui ne connaît pas l'argent pour leurs échanges mutuels, où l'on produit en commun et se partage le fruit du travail.

Au début du XVI^e siècle en Allemagne, au sein des guerres religieuses suscitées par la déferlante protestante, derrière les luthériens, « sur leur gauche » plutôt, se dressent les paysans pauvres soulevés par Thomas Münzer. Eux aussi combattent pour leurs objectifs propres, le partage en commun de la terre.

Au milieu du XVII^e siècle en Angleterre, alors que la monarchie des Tudors vient à peine d'être renversée et la République de Cromwell instaurée, se dressent sur les collines du Surrey, les paysans « niveleurs » qui confisquent la terre sous la conduite de Gerrard Winstanley.

Mais il y a aussi des théoriciens, sinon des auteurs, qui promeuvent l'idée du communisme comme idéal. Un idéal conçu comme inaccessible cependant et rejeté dans la sphère de ce que l'on peut souhaiter, mais non espérer voir jamais se réaliser. Ce sont les utopistes.

Thomas More, dont je traiterai ici, est le premier d'entre eux, il y a presque exactement cinq cents ans. Avec son *Utopie* publiée en 1516, il forge à la fois le terme et le genre. Jusqu'aux rives du XIX^e siècle, jusqu'à Cabet ou encore William Morris, en passant par Tommaso Campanella au XVII^e, ou Dom Deschamps au XVIII^e, et tant d'autres, le genre utopiste sera fécond.

Mais il est, avant la Révolution, avant le triomphe de l'industrie, un autre auteur – un seul ! – qui, tels Engels et Marx, promeut le communisme, non comme utopie, non comme idéal inaccessible, mais comme objectif pratique à réaliser, et dont il fixe l'objectif au travers de l'action pratique des masses, et qui propose pour ce faire un projet et même un programme révolutionnaires.

Ce penseur singulier, seul en son temps, c'est Jean Meslier : le curé Meslier, un curé de campagne qui laisse à sa mort, à l'aube du Siècle des Lumières, un volumineux *Mémoire* dans lequel il prône l'athéisme et le communisme à instaurer par la révolution.

Plus que tous les autres penseurs du communisme, plus que les utopistes, il mérite d'être présenté ici, dans ce colloque qui honore la Révolution d'Octobre qui en est, deux siècles après lui, au travers de l'évolution historique qu'a connu depuis lors le monde, la mise en œuvre concrète.

Thomas More

Anticipant le communisme moderne, Thomas More offre des idées d'une grande modernité dans sa critique du capitalisme qui en est alors à ses débuts. Sa dénonciation de la pauvreté n'est pas celle d'une fatalité, mais est liée à l'accaparement privé des richesses.

Avec lui, tout chrétien soit-il, tout défenseur acharné de cette Église catholique que bientôt la vague protestante emportera dans la tourmente, More ne prône pas seulement l'atténuation de la misère, il en prône l'éradication mais aussi, et comme condition de celle-là, l'éradication de la richesse privée. La pauvreté en est le corollaire direct. En conséquence, l'éradication de celle-ci passe par l'éradication de celle-là :

« La principale cause de la misère publique, c'est le nombre excessif des nobles, frelons oisifs qui se nourrissent de la sueur et du travail d'autrui, et qui font cultiver leurs terres, en rasant leurs fermiers jusqu'au vif, pour augmenter leurs revenus ; ils ne connaissent pas d'autre économie. »

Cependant, cette idée pleine de hardiesse et d'audace, More l'exprime au travers de valeurs et de lourdeurs inhérentes à son temps. L'idée radicalement neuve (et qui serait révolutionnaire s'il ne la confinait pas dans l'ordre de l'utopie irréalisable), il la défend en drainant avec lui tant d'idées surannées de son temps, tant de scories qui en masquent la hardiesse et l'éclat.

Comme je l'ai fait dans mon « Introduction » à la réédition en 2016 de *L'Utopie* de More¹, j'en résumerai ici ce que son œuvre doit aux conditions de son temps, et qui rendent nombre de ses idées inacceptable pour les révolutionnaires et les progressistes d'aujourd'hui, autant que j'indiquerai ce qui le rend réellement un précurseur du communisme – dans les conditions et les limites de son temps.

More avait conscience que l'Angleterre prenait le chemin d'un capitalisme que l'on voyait à peine poindre, mais dont les premières ornières, celles de la privatisation du sol, celles des *enclosures*, celles des pâturages qui remplacent les terres arables, étaient déjà emplies de tant de cadavres. Ce sont ces premiers effets destructeurs de l'intrusion du capitalisme que More dénonce dans son « Livre premier » de *L'Utopie* (son « second » étant la description en tant que telle de sa société utopique).

Mais le monde dans lequel il vivait excluait toute possibilité pratique et concrète de réalisation de cette utopie. L'absence de développement des forces productives capitalistes, encore dans les limbes, ne lui permettait pas d'envisager cette forme inédite de société débarrassée de la propriété privée autrement que sous la forme de l'illusion d'un monde onirique idéalisé.

Il ne le pouvait parce que le capitalisme qu'il voyait violemment surgir était loin encore d'avoir produit un monde ouvrier constitué sur grande échelle à partir duquel il serait possible de concevoir l'alternative concrète du communisme.

Mais à cette limite objective, il y avait aussi celle, subjective, qui lui était propre. La société communiste inédite qu'il envisage, où tous vivraient heureux, il la désire *pour* le peuple, mais non *par* le peuple.

Outre à celle – remarquable, on en jugera par les quelques extraits que j'en propose ! – de l'appropriation privée, More se livre à la critique de la justice pénale (il se prononce par exemple contre la peine de mort pour vol dans cette société où les pauvres volent pour vivre, mais la réintroduira, on le verra, dans la société utopienne), à la critique de l'absolutisme royal et à celle de la courtisanerie, à celle de la compromission politique en fait.

Faut-il servir le prince ? Comment en tirer parti pour obtenir des avancées sans les hypothéquer dans de trop lourdes compromissions ? Comment, somme toute, propager des vues généreuses sans perdre son âme d'humaniste ?

Telles sont les questions que More pose à ses lecteurs, mais aussi à lui-même, qui voit devant lui la route déjà tracée du haut-fonctionnaire de l'État des Tudors qu'il deviendra sous Henri VIII. Il hésite et oscille entre la vertu qu'il y a à servir l'État absolutiste et sur son revers que sont la corruption et la compromission.

Ainsi More prône-t-il d'une part la « route oblique », celle de la patience et des compromis, celle du « réalisme », des améliorations graduelles :

Suivez la route oblique, elle vous conduira plus sûrement au but. Sachez dire la vérité avec adresse et à propos ; et si vos efforts ne peuvent servir à effectuer le bien, qu'ils servent du moins à diminuer l'intensité du mal.

Mais d'autre part, il oppose à celle-ci l'impasse où elle aboutit :

Il n'y a donc aucun moyen d'être utile à l'État, dans ces hautes régions. L'air qu'on y respire corrompt la vertu même. Les hommes qui vous entourent, loin de se corriger à vos leçons, vous dépravent par leur contact et l'influence de leur perversité ; et, si vous conservez votre âme pure et incorruptible, vous servez de manteau à leur immoralité et à leur folie.

Deux positions s'affrontent clairement ici. De fait, More se livre à un véritable débat politique sur la manière de transformer le monde. Aujourd'hui, il prendrait la forme d'un débat opposant réformistes et révolutionnaires. À son époque par contre, où les premières avancées du capital n'avaient pas encore créé de forces sociales sur lesquelles s'appuyer, la perspective révolutionnaire organisée et constructive manquait totalement.

La discussion qu'il mène se réduit dès lors à opposer le réformisme prudent, aléatoire, entravé de tant d'embûches et plein de tant de compromissions, à un idéal utopique qui apparaît tel un phare destiné à guider la démarche des partisans de l'action politique formatrice.

Dans son « Livre second », More expose l'organisation de l'île d'Utopie et sa conception de sa société communiste idéale.

Le partage en commun des richesses et des moyens de les produire, l'organisation communautaire du travail et de la consommation des fruits du travail, l'inutilité des métaux précieux et l'absence de monnaie en sont les caractéristiques économiques fondamentales.

Tout le monde travaille, les femmes comme les hommes, et la journée de travail se limite à six heures quotidiennes. C'est là une idée parmi les plus hardies que More énonce en matière d'organisation du labeur, largement en avance sur son temps où l'on travaillait du matin jusqu'au soir. Autre idée novatrice, il envisage une forme de planification de la production des richesses.

Mais cette société communiste, toute idéale soit-elle, toute idéalisée aussi par son auteur, ne manque pas de pesanteurs. Les loisirs y sont réglementés par exemple. L'organisation des relations familiales est fortement codifiée. Machisme et paternalisme y sont la règle. Les repas sont pris en commun et le sont aussi, tout comme l'urbanisme et l'habitat, permettant le contrôle social. Celui-ci est omniprésent.

On trouve ici un présupposé propre au genre utopique que More inaugure : la volonté individuelle correspond à la volonté collective, et inversement. Le fondement de toute utopie peut s'énoncer comme suit : puisque la société est organisée pour le bien de ses membres, l'individu ne peut que désirer ce que la société lui propose, et rien d'autre que ce qu'elle lui propose.

L'adultère est lourdement réprimé en Utopie et même ce que More appelle « la simple sollicitation à la débauche » est condamnée aussi lourdement que « le viol accompli ». Il est « puni du plus dur esclavage » et sa récurrence, elle, est « punie de mort ».

Ainsi, la peine de mort que More critique pour l'Angleterre existe donc bien en Utopie pour l'adultère et pour d'autres délits. Mais aussi – ceux qui idéalisent *L'Utopie* sans l'avoir lue sont toujours surpris de l'apprendre – c'est pourtant bien le cas : il y a des esclaves dans cette société « idéale ».

Il est intéressant de noter que More distingue plusieurs catégories d'esclaves. Les prisonniers de guerre, mais aussi les Utopiens « coupables de grands crimes » qui, pour avoir reçu de leur société idyllique « tous les germes de la vertu », sont soumis à une plus grande rigueur que les étrangers. Et, le cas échéant, sans autre forme de procès,

« quand les condamnés esclaves se révoltent, on les tue comme des bêtes féroces et indomptables que la chaîne et la prison ne peuvent contenir. »

Les étrangers condamnés à mort dans les pays voisins que les Utopiens se procurent « à vil prix », voire gratuitement, forment une troisième catégorie d'esclaves. La dernière catégorie d'esclaves est particulièrement intéressante pour nous aujourd'hui, en ce qu'elle ressemble à l'immigration et à l'exil les plus contemporains : celle des « journaliers pauvres des contrées voisines, qui viennent offrir volontairement leur service ».

Hors de toutes considérations morales, l'esclavage qu'introduit More au sein de sa société communiste idéalisée trouve aussi sa résolution concrète dans les conditions historiques dans lesquelles il vivait. Les forces productives du capitalisme agraire qui pointait alors son nez, et déjà si violemment, ne permettaient pas d'envisager l'accroissement de la production et l'augmentation de la rentabilité du travail humain, ni que les machines puissent un jour se substituer au travail et, devenues propriété collective sous le socialisme, libérer l'humanité de son aliénation.

Les Utopiens font aussi la guerre, même s'ils la détestent et lui préfèrent les relations pacifiques avec les nations voisines. Ainsi reconnaissent-ils comme « alliés » ceux qui lui demandent « des chefs », et comme « amis » les pays qui lui sont redevables d'un « bienfait », de sorte qu'il est bien difficile de ne pas voir en les premiers (surtout lorsque More précise que l'Utopie y dispose de terres et que leurs dirigeants eux-mêmes sont des Utopiens) des États dépendants ou tributaires, sinon vassaux ; et en les seconds des États dont elle a corrompu les chefs, en faisant ses obligés.

S'étonnera-t-on dès lors d'apprendre que l'Utopie dispose de colonies sur les terres des contrées voisines ? More justifie la colonisation par le fait qu'elle concerne des terres où « les indigènes ont plus de terrain qu'ils n'en cultivent », exposant ainsi le mythe fondateur de la conquête coloniale, celui de la « terre vierge », ou sa variante plus réaliste d'une terre peuplée

de façon erratique par des « sauvages » qui ne font que la parcourir sans s'y établir. Et si ces derniers s'y opposent, sans autre forme de procès, les Utopiens

« chassent cette nation de l'étendue du pays qu'ils veulent coloniser, et, s'il le faut, ils emploient la force des armes. »

Nous sommes donc bien loin de l'utopie dont les humanistes idéalistes rêvent aujourd'hui. Il n'en reste pas moins que More, l'ayant décrite dans tous ses aspects les plus rédhitoires pour nous aujourd'hui, va conclure dans une envolée critique d'une rare audace, d'une rare modernité, d'une rare actualité. Elle offre à son ouvrage sa véritable originalité politique, sa radicalité et sa force : l'absence d'appropriation privée, la répartition communiste des biens et celle du travail, dont la durée est réduite à six heures par jour.

Écoutons-le, car c'est ici que réside vraiment pour nous l'intérêt historique de ce texte vieux de cinq siècles :

« Les riches diminuent, chaque jour, de quelque chose le salaire des pauvres, non seulement par des menées frauduleuses, mais encore en publiant des lois à cet effet. Récompenser si mal ceux qui méritent le mieux de la république semble d'abord une injustice évidente ; mais les riches ont fait une justice de cette monstruosité en la sanctionnant par des lois.

C'est pourquoi, lorsque j'envisage et j'observe les républiques aujourd'hui les plus florissantes, je n'y vois, Dieu me pardonne ! qu'une certaine conspiration des riches faisant au mieux leurs affaires sous le nom et le titre fastueux de république. Les conjurés cherchent par toutes les ruses et par tous les moyens possibles à atteindre ce double but :

Premièrement, s'assurer la possession certaine et indéfinie d'une fortune plus ou moins mal acquise ; secondement, abuser de la misère des pauvres, abuser de leurs personnes, et acheter au plus bas prix possible leur industrie et leurs labeurs.

Et ces machinations décrétées par les riches au nom de l'État, et par conséquent au nom même des pauvres, sont devenues des lois. »

Et encore :

« Partout où la propriété est un droit individuel, où toutes choses se mesurent par l'argent, là on ne pourra jamais organiser la justice et la prospérité sociale, à moins que vous n'appeliez juste la société où ce qu'il y a de meilleur est le partage des plus méchants, et que vous n'estimiez parfaitement heureux l'État où la fortune publique se trouve la proie d'une poignée d'individus insatiables de jouissances, tandis que la masse est dévorée par la misère. »

« Voilà ce qui me persuade invinciblement que l'unique moyen de distribuer les biens avec égalité, avec justice, et de constituer le bonheur du genre humain, c'est l'abolition de la propriété. Tant que le droit de propriété sera le fondement de l'édifice social, la classe la plus nombreuse et la plus estimable n'aura en partage que disette, tourments et désespoir. »

Ainsi, exprimant avec autant de hardiesse de telles idées *L'Utopie* s'inscrit-elle dans l'histoire comme ce moment capital où, sous le fatras de conceptions d'un autre temps, l'on voit germer, toute chiffonnée encore, la pensée du communisme. Aussi est-elle comme un cristal extrait de la roche, brut et couvert de scories, qu'il s'agira d'épurer, de tailler et de polir, tant et tant encore.

Jean Meslier

Plus encore que Thomas More, Jean Meslier est un précurseur du communisme moderne. Il en est même le précurseur par excellence. Seul en son siècle, seul en France avant la Révolution française, il prône le renversement, comme il le dit, « des trônes d'injustice ». Seul donc à être un révolutionnaire.

Dans son *Mémoire*, qu'il laisse voguer à sa mort en 1729, à la destinée posthume, il donne toutes les raisons de ne pas croire et propose une première véritable conception de l'athéisme, qui passe par la construction de la première théorie matérialiste après celle des matérialistes grecs et de Lucrèce, et avant Holbach et Diderot.

Il n'est pourtant pas un philosophe, juste un petit curé de campagne. Il n'est pas non plus un de ces libertins, cette race d'athées des XVII^e et XVIII^e siècles qui, tous, ont en commun le mépris des masses et réservent aux riches instruits leur athéisme, strictement élitiste donc.

L'athéisme de Meslier est loin de cela. Ce qu'il vise, lui, en le prônant, ce n'est pas l'amusement des puissants, mais la libération des masses.

Pour lui, il s'agit rien moins que d'abattre l'ordre politique injuste que soutient, justifie et bénit l'Église :

Abattre la féodalité et l'ordre absolutiste !

Et comme ceux-ci sont bénis par l'Église : *abattre l'Église !*

Et puisque l'Église se fonde sur la religion : *abattre la religion !*

Et parce que la religion a Dieu pour « fonds de commerce » : *abattre Dieu !*

Meslier est le premier véritable penseur de l'athéisme dans l'histoire universelle de la pensée, le premier à en offrir une théorie achevée. Il est le seul athée avant le XIX^e siècle à s'adresser aux masses populaires là où les autres, comme avant lui ces libertins grands bourgeois et aristocrates dont j'ai parlé, comme Nietzsche après lui, méprisent le peuple.

Mais il est bien plus que cela. Il est, je le montre dans le livre où je le présente et le donne à lire¹, le premier penseur dans l'histoire des idées à réunir en une seule et même conception du monde et de la vie, l'*athéisme*, le *matérialisme philosophique*, le *communisme* et le *projet révolutionnaire de changer la société*.

Il est le premier théoricien systématique de l'athéisme à se lancer dans une attaque aussi complète et radicale contre la religion, toutes les religions et toutes les superstitions, et à les dénoncer comme des impostures fabriquées pour abuser le peuple.

Il est le premier matérialiste systématique et conséquent depuis l'Antiquité, le premier à lier indéfectiblement l'athéisme au matérialisme philosophique, et même et inversement, le matérialisme philosophique à l'athéisme.

Il est le premier athée communiste – et donc le premier communiste athée – de l'histoire universelle de la pensée. Le premier, et le seul en ce XVIII^e siècle, qui pourtant débute à peine, à concevoir l'athéisme comme pensée libératrice des masses, non comme un

privilège élitare, et à concevoir la religion comme le produit de l'oppression et de l'exploitation sociale.

Il est le premier penseur du communisme, alors que, jusqu'à lui, jusqu'à Babeuf après lui, tous les autres auteurs l'imaginent comme utopique, à l'envisager par la révolution et l'action populaire des masses. Il est le premier à considérer que toute la richesse vient du travail.

Il est le seul avant la Révolution, hors Diderot qui sur cette question s'en inspire, à appeler au tyrannicide, à l'élimination du roi, alors qu'à cette époque la monarchie est épargnée par les critiques tant bourgeoises que populaires qui la préservent et se concentrent toutes contre l'aristocratie. Il est l'unique penseur révolutionnaire dans la France d'avant la Révolution : Robespierre, Saint-Just et Marat ne le deviennent qu'à la faveur de celle-ci.

En se prononçant contre l'indissolubilité des mariages, parce que ses conséquences sont néfastes tant pour les hommes et pour les femmes que pour les enfants, et de façon générale pour les pauvres, il est un pionnier du féminisme. Et lorsqu'il traite du plaisir sexuel, il prend bien soin aussi, par exemple, de préciser que celui des hommes et des femmes.

Sans être aucunement libertin (le libertinage est une pensée élitiste aux XVII^e et XVIII^e siècles, ce que Meslier, je l'ai dit, exécute), il défend l'union libre. Il s'indigne de ce que l'Église condamne ce qu'il appelle si joliment « ce doux et violent penchant de la nature »,

Son programme révolutionnaire pratique, concret, militant d'action révolutionnaire peut se résumer comme suit (je cite entre guillemets ses mots-mêmes) :

– l'union des damnés de la terre :

« Unissez-vous donc, peuples », « Secouez d'un commun accord [...] le joug de la tyrannie et des superstitions »,

– le renversement de l'oppression politique et religieuse :

« Renversez partout ces trônes d'injustices et d'impiétés ! » ;

– l'internationalisme des masses asservies :

« si tous les peuples conspiraient ensemble », « Unissez-vous donc, peuples », « Excitez-vous et encouragez-vous les uns les autres » ;

– l'organisation clandestine de la révolution :

« vous communiquer secrètement vos pensées et vos désirs », « conspirer[...] unanimement tous à vous délivrer de ce commun esclavage » ;

– la propagation de la conscience révolutionnaire dans les masses :

« Répandez partout [...] des écrits semblables » ;

– la transformation de la guerre des nations en guerre des classes :

au lieu de « combattre les uns contre les autres pour le choix des tyrans [...] vous devriez vous joindre tous ensemble pour les détruire » ;

– la grève générale révolutionnaire :

« Privez-les [...] de ce suc abondant qu'ils tirent par vos mains », « Retenez vous-mêmes par vos mains toutes ces richesses [...] », « abandonner entièrement leur service » ;

Et son projet de société à réaliser par la révolution, cette « si noble, si généreuse, si importante et si glorieuse entreprise », comme il le dit, s'énonce ainsi :

– l'instauration d'une sage autorité publique :

« établir [...] des bons, des sages et des prudents magistrats » ;

– la dictature sur les oppresseurs

« Excommuniez-les entièrement de votre société », « rendre esclaves vos tyrans mêmes », « opprimer tous les oppresseurs » ;

– l'établissement et le maintien de la liberté :

« combattre pour la liberté publique », « maintenir toujours la liberté publique » ;

– l'exclusion des religions et des cultes :

« point d'autre religion parmi vous que celle de la véritable sagesse et de la probité des mœurs », « abolir entièrement la tyrannie et le culte superstitieux des dieux » ;

– le partage en commun du travail :

« s'occuper tous à quelques honnêtes et utiles exercices », il n'est « nullement juste que les uns portent seuls toutes les peines du travail » ;

– le partage en commun des richesses :

« Vous serez misérables [...] tant que vous ne posséderez pas et que vous ne jouirez pas tous en commun des biens de la terre ».

Ainsi, lorsque Meslier lance son mot d'ordre :

« Unissez-vous donc, peuples, si vous êtes sages ! »,

celui-ci résonne aujourd'hui avec une étrange modernité, comme répercuté par l'écho célèbre d'un autre, énoncé au cœur du monde industriel quelque cent vingt années plus tard.

Son projet et son programme révolutionnaires de transformation de la société féodale en société égalitaire font de lui le premier philosophe à vouloir révolutionner le monde. Et j'ai bien de la peine à croire que, s'il avait pu connaître Meslier, Marx n'aurait pas hésité avant d'écrire sa fameuse dernière *Thèse sur Feuerbach* :

« Les philosophes n'ont fait qu'interpréter diversement le monde, ce qui importe, c'est de le transformer. ».

« Serge Deruette Université de Mons

Notes

1. Voir cette « Introduction » : *L'Utopie, 500 ans déjà. Contextualisation et signification d'une œuvre historique*, dans Thomas More, *L'Utopie*, éd. Aden, Bruxelles, 2016, 346 p., pp. 5-150.

2. Lire Jean Meslier, *curé et athée révolutionnaire. Introduction au mesliérisme et extraits de son œuvre*, préface de Roland DESNÉ, Bruxelles, éd. Aden, coll. « Opium du peuple », 2008, 415 p.